

LA VÉRITÉ

PRIX : 2 F.

Revue Trotskyste

N° 542

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

LÉON TROTSKY.

La grève générale de mai-juin 1968...

La révolution politique en Tchécoslovaquie...

LES TRAVAILLEURS EN LUTTE CONTRE L'IMPÉRIALISME ET LA BUREAUCRATIE

(Déclaration du Comité International de la IV^e Internationale).

LA VÉRITÉ

Revue Trotskyste

Rédaction et Administration :

39, rue du Faubourg-du-Temple - PARIS (10°)

ABONNEMENTS :

1 an (5 numéros)	12 Francs
Sous pli clos	15 Francs
Etranger	14 Francs
Le numéro	3 Francs
Abonnement de soutien	15 et 20 Francs

C.C.P. : Gérard Bloch Paris 606-23

LES TRAVAILLEURS EN LUTTE CONTRE L'IMPERIALISME ET LA BUREAUCRATIE

(I)

SOUTIEN INCONDITIONNEL AU PEUPLE ET A LA CLASSE OUVRIÈRE TCHÉCOSLOVAQUES

La révolution politique en Tchécoslovaquie

La bureaucratie du Kremlin n'a pas changé de nature. Le prolétariat tchécoslovaque éprouve dans sa chair ce que valent les « théories » suaves des petits-bourgeois et des renégats à la IV^e Internationale sur « la démocratisation et la résorption progressive de la bureaucratie du Kremlin » par le moyen de réformes successives. Les armées de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites de la R.D.A., de Pologne, de Hongrie et de Bulgarie ont occupé la Tchécoslovaquie afin d'écraser la classe ouvrière tchécoslovaque. La dislocation de l'appareil bureaucratique tchécoslovaque dépendant de Moscou ouvrait la voie à la révolution politique. Déjà la classe ouvrière formulait ses revendications. Elle pouvait constituer ses moyens d'organisation et d'expression politique. Ce sont là les débuts — désormais classiques — de la révolution politique, que les travailleurs des pays, où les capitalistes ont été expropriés des principaux moyens de production, doivent accomplir pour s'emparer du pouvoir politique, chasser la bureaucratie parasitaire et gérer selon leurs intérêts l'économie planifiée. La révolution hongroise des conseils ouvriers renaissait sur le sol tchécoslovaque.

L'intervention armée de la bureaucratie du Kremlin n'a été déterminée ni par une quelconque menace de restauration du capitalisme ni par un prétendu « impérialisme soviétique ». Il s'agit d'une action politique brutalement répressive d'auto-défense. Le déve-

loppement de la révolution politique ne peut se limiter à la Tchécoslovaquie, sa dynamique l'entraîne à s'étendre à l'Europe de l'Est et à l'U.R.S.S. En luttant pour le pouvoir politique, le prolétariat tchécoslovaque ébranlait tout le précaire équilibre des forces sociales en Europe et dans le monde. La crise du régime bureaucratique en Tchécoslovaquie est une expression de la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin particulièrement aiguë en Europe.

Les premiers développements de la révolution politique et la grève générale en France de mai-juin 1968 sont les premières réponses qu'esquisse le prolétariat international à la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin. Elles signifient que la classe ouvrière engage la lutte pour le pouvoir politique dans l'ensemble des pays d'Europe, qu'elle tend à fondre en un même processus la révolution sociale dans les pays capitalistes et la révolution politique contre les bureaucraties parasites, et à établir ainsi les fondements des Etats-Unis Socialistes d'Europe. La grève générale en France et les débuts de la révolution politique en Tchécoslovaquie redonnent à la lutte pour le socialisme sa signification profonde : son caractère universel.

L'intervention armée de la bureaucratie du Kremlin contre le prolétariat tchécoslovaque, c'est un moment de la lutte de la contre-révolution pour tenter de briser l'élan de la classe ouvrière vers le socialisme. Ni la bureaucratie stalinienne, ni l'impérialisme ne

peuvent tolérer qu'un foyer de la révolution prolétarienne s'embrace au centre de l'Europe, pas plus qu'ils ne pouvaient admettre la victoire de la grève générale française. En intervenant militairement en Tchécoslovaquie, la bureaucratie du Kremlin agit comme l'agent de la contre-révolution internationale. Elle y est intervenue pour les mêmes raisons qu'elle soutient de Gaulle, un des facteurs principaux du « maintien de l'ordre » en Europe.

Les « normes » de la bureaucratie contre-révolutionnaire du Kremlin

Le diktat de Moscou imposé aux dirigeants de l'Etat et du Parti Communiste de Tchécoslovaquie, spécifie :
« Un accord a été réalisé sur les mesures à prendre en vue de normaliser la situation le plus rapidement possible dans la République Socialiste de Tchécoslovaquie. Les dirigeants tchécoslovaques ont informé la partie soviétique des mesures qu'ils sont en train de prendre à cette fin. »

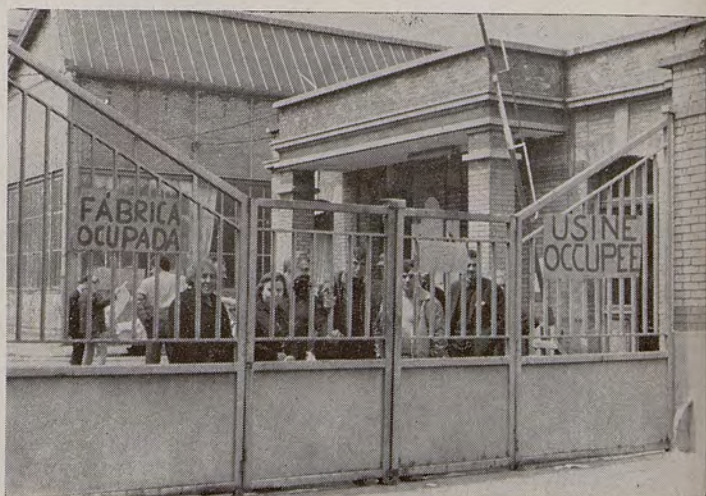
Ce que signifie « normaliser la situation », dans le langage de la bureaucratie du Kremlin, toute son histoire l'illustre tragiquement : il s'agit, quels qu'en soient le prix et les moyens, de reconstruire l'appareil bureaucratique qui écrase le prolétariat, de lui redonner sa rigidité et son monolithisme, de remettre en état cet appareil entièrement subordonné à la bureaucratie du Kremlin.

La bureaucratie du Kremlin constitue une couche sociale parasitaire. Elle ne répond à aucune nécessité historique. Elle est née du retard de la révolution prolétarienne mondiale. Jaillissant de la crise historique de l'impérialisme, la révolution russe a ouvert le processus de la révolution prolétarienne mondiale. L'absence de partis révolutionnaires comparables au parti bolchevique de Lénine, la trahison des partis social-démocrates, surtout dans les pays développés économiquement, ont sauvé le capitalisme en Europe et dans le monde, et isolé le prolétariat russe, déjà relativement faible, épuisé par quatre ans de guerre impérialiste et trois ans de guerre civile. Une situation contradictoire en est résultée. Le capitalisme a été exproprié en U.R.S.S., mais la classe ouvrière n'a pas eu la force d'y conserver le pouvoir politique. Une couche parasitaire s'est constituée, qui a monopolisé le pouvoir politique et géré, à son profit, les structures sociales et économiques issues de la révolution d'Octobre, en les déformant. La gestion par la bureaucratie du Kremlin des conquêtes révolutionnaires d'Octobre est une antinomie, source constante de convulsions économiques et sociales qui se réfractent nécessairement en son sein. Monstre social et historique, la bureaucratie du Kremlin « normalise » sans cesse « la situation ».

A peine née et prenant conscience de ses intérêts spécifiques, elle assure son pouvoir en « normalisant la situation » par la destruction du parti de Lénine sous l'égide de Staline. Elle réduit au silence et exclut du parti bolchevique toute opposition à son pouvoir et à ses privilèges, incompatibles avec l'existence de toute expression politique que la classe ouvrière pourrait utiliser. L'exclusion, l'emprisonnement, le bannis-

sement de la génération des militants révolutionnaires d'Octobre, des compagnons de Lénine, ne suffisaient pas ; leur liquidation physique, leur flétrissure politique étaient indispensables au pouvoir de la bureaucratie contre-révolutionnaire : d'où les déportations, les procès falsifiés, les assassinats des années 30, l'assassinat de Zinoviev, de Kamenev, de Boukharine et de tant d'autres, et pour couronner l'entreprise, le meurtre de Léon Trotsky en août 1940.

Mais ces mesures n'abolirent pas l'antinomie fondamentale — entre le pouvoir bureaucratique et les conquêtes d'Octobre — qui s'exprime à l'intérieur de la bureaucratie. Les purges s'étendirent à des couches entières de la bureaucratie, ravageant ses commets mêmes, jusqu'aux « compagnons » de Staline. La « normalisation de la situation » l'exigeait : toute faille dans l'appareil — et l'appareil tend sans cesse à se fissurer — peut permettre au prolétariat de s'affirmer politiquement.



L'extension des rapports sociaux et économiques issus de la révolution d'Octobre aux pays de l'Est de l'Europe, à la suite de l'effondrement de l'impérialisme allemand et de la poussée des masses, à la fin de la seconde guerre mondiale, accrut l'instabilité de la bureaucratie du Kremlin et ses contradictions internes. Les épurations sanglantes, au cours des années 1947-1953, des partis communistes de l'Europe de l'Est qui, pourtant, prirent le pouvoir comme agents du Kremlin, furent les moyens de la « normalisation de la situation », telle que l'exigent les intérêts de la bureaucratie parasitaire de l'U.R.S.S. En U.R.S.S. même, Staline devait sans cesse « normaliser la situation ». L'élimination physique du « groupe de Leningrad » et de tant d'autres, n'était que le prélude à de nouvelles purges sanglantes gigantesques que Staline préparait à la veille de sa mort, purges qu'annonçaient l'arrestation des « assassins en blouse blanche », et la préparation de leur « procès ».

La crise qui éclata à la mort de Staline au sein de la bureaucratie du Kremlin démontra, ce qui est devenu une loi de la lutte de classes : dès que s'ouvrent des brèches à l'intérieur de l'appareil international du stalinisme, le prolétariat s'y engouffre et engage le processus de la révolution politique. C'est par les brèches de l'appareil que s'engouffrèrent les mouvements révolutionnaires de Juin 1953 en Allemagne de l'Est, d'Octobre 1956 en Pologne, la révolution hongroise des conseils ouvriers en Novembre 1956. La « normalisation de la situation », en Allemagne de l'Est, en Hongrie, fut assurée par les tanks de la bureaucratie. La répression sanglante, l'épuration massive furent indispensables à la reconstruction de l'appareil bureaucratique démantelé par l'action de la classe ouvrière. En Pologne, l'appareil, un instant ébranlé, parvint à contrôler, à « normaliser la situation », à se consolider, sous la direction du « libéral » Gomulka, grâce à l'écrasement de la révolution hongroise par la bureaucratie du Kremlin.

Le diktat de Moscou

Le diktat de Moscou est sans équivoque.

« Il a été déclaré par la partie tchécoslovaque que tout le travail des organismes du parti et de l'État sera dirigé, PAR TOUS LES MOYENS, vers l'application des mesures effectives en vue d'assurer le pouvoir socialiste, le rôle dirigeant de la classe ouvrière et du Parti Communiste, le développement et le renforcement des relations amicales avec le peuple soviétique et toute la communauté socialiste. »

Il ne reste rien des impudents mensonges de *La Pravda*, ou des déclarations de Malik à l'O.N.U., qui affirmaient que les troupes du Pacte de Varsovie occupaient la Tchécoslovaquie à l'appel du gouvernement tchécoslovaque, pour lutter contre la restauration du capitalisme et la pénétration de l'impérialisme.

Le langage de la bureaucratie du Kremlin n'est que trop facile à déchiffrer : « le pouvoir socialiste », « le rôle dirigeant du Parti Communiste », « les relations amicales avec le peuple soviétique », autant d'euphémismes cyniques qui veulent dire : restauration du pouvoir de la bureaucratie, reconstruction de l'appareil monolithique, soumission inconditionnelle au Kremlin, conditions sans lesquelles « la situation ne peut être normalisée ». Le pouvoir de la bureaucratie du Kremlin est inconciliable avec les libertés politiques qui permettent au prolétariat de s'organiser et de s'exprimer politiquement.

La liberté de la presse, les éléments d'une vie politique donnant aux masses les moyens de s'organiser politiquement, avaient été imposés à la bureaucratie tchécoslovaque qui se disloquait.

« Les principes léninistes fondamentaux de l'organisation du parti, c'est-à-dire les principes du centralisme démocratique et de l'unité du parti sur le plan idéologique et d'organisation étaient pratiquement niés. Le parti s'est trouvé sur le point de légaliser les groupes fractionnels des organisations "autonomes" à peine liées entre elles », écrivait *La Pravda*.

Le 9 septembre devait s'ouvrir le Congrès du Parti Communiste Tchécoslovaque. Le projet de statuts reconnaissait en pratique le droit de tendances au sein du parti. L'appareil se décomposait, le système du parti unique ne pouvait être maintenu. La classe ouvrière était à même de s'organiser et de s'exprimer politiquement. Elle conquerrait les droits de la démocratie ouvrière au sein des syndicats, le droit de grève, exigés par de nombreux manifestes et déclarations, dont on retrouve les échos dans le manifeste des « deux mille mots ». *« Dans les journaux, des titres en apparence ennuyeux couvrent les échos d'une lutte acharnée, dont l'enjeu est la démocratie ou les prébendes. Les ouvriers peuvent y intervenir en tant que producteurs ; cela dépendra de ceux qu'ils auront élus dans les conseils de gestion et les comités d'entreprise ; par ailleurs, en tant que salariés, ils avanceront le mieux leurs affaires en se faisant représenter au sein des organisations syndicales par leurs leaders naturels, connus pour leur compétence et leur honnêteté sans tenir compte de leur appartenance politique (...)*

Exigeons ici le départ de tous ceux qui avaient abusé de leur situation (...) Il faut chercher par tous les moyens à ce qu'ils s'en aillent (...) par des critiques publiques, des résolutions, des manifestations, des grèves du zèle, des grèves tout court (...)

Constituons nos propres comités et commissions (?)

Créons partout des comités de défense de la liberté d'expression, organisons nous-mêmes le service d'ordre pour nos différentes réunions (...) Mais si ce passage du manifeste des deux mille mots reflète la volonté des masses de reconquérir ses conquêtes socialistes et sous cet angle exprime la pression des masses et représente un appel à la mobilisation, le C.I. de la IV^e Internationale y voit l'expression des contradictions internes de la révolution politique en marche en Tchécoslovaquie. Insuffisant et ambigu dans son fond et ses mots d'ordre contradictoires, pour certains de ses aspects, avec les nécessités de la révolution politique, le manifeste des deux mille mots ne pouvait représenter qu'une étape que les masses et l'avant-garde auraient dû surmonter dans la voie de la construction d'un parti révolutionnaire de la IV^e Internationale.

La révolution politique était en marche, le prolétariat se préparait à affronter les débris de la bureaucratie parasitaire et les débris et résurgences de la bourgeoisie expropriée, dans un rapport de forces jouant de façon écrasante en sa faveur, étant donné la propriété collective des principaux moyens de production en Tchécoslovaquie, l'acuité de la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin particulièrement aiguë en Europe, et, au lendemain de la grève générale, en France. Il fallait écraser le prolétariat tchécoslovaque, avant-garde, en ces instants, du prolétariat mondial.

La classe ouvrière tchécoslovaque, âme de la résistance

Mais l'entrée des troupes de la bureaucratie du Kremlin a eu comme conséquence première de précipiter la dislocation de l'appareil. Illustrant les rapports

de force réels des couches sociales en Tchécoslovaquie, la bureaucratie du Kremlin n'a pu trouver un seul bureaucrate qui se range ouvertement sous sa bannière. Et, surtout, la résistance s'est organisée à partir des usines. C'est à partir de la classe ouvrière que la résistance de tout le peuple tchécoslovaque s'est ordonnée.

A ce moment, le P.C. tchèque a éclaté comme parti relié à Moscou et tendant à se constituer en parti centriste. Mais la bureaucratie du Kremlin pour imposer ses buts doit reconstruire un nouveau parti stalinien dépendant directement de Moscou en épurant massivement le P.C.T. de ses cadres et militants, qui, dans un moment décisif, subissant la pression des masses, ont amené à la rupture du P.C.T. avec la bureaucratie du Kremlin.

Le P.C.T. qui rompait avec la bureaucratie du Kremlin au 14^e congrès n'en devenait pas pour autant un parti révolutionnaire. Mais l'éclatement du P.C.T. et de la bureaucratie tchécoslovaque entraînait la cristallisation de courants qui tendaient à exprimer le programme de la révolution politique, partie intégrante de la révolution internationale du prolétariat. La position de Dubcek, qui, pendant un temps a louvoyé, subissant la pression des masses, puis a refusé de rompre avec la bureaucratie du Kremlin, a amené sa capitulation.

Les atouts principaux de la bureaucratie, ce sont : l'inégalité du développement des processus de la révolution politique en Europe de l'Est et de la révolution sociale, l'absence de partis révolutionnaires et d'une Internationale, expressions de l'unité de lutte du prolétariat européen et mondial, et capables d'impulser la solidarité de classe du prolétariat mondial, d'unifier sa lutte contre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin.

La concentration des forces de la bureaucratie du Kremlin, soutenue par l'impérialisme, la crainte d'un sanglant holocauste, auxquelles se sont ajoutés les moyens crapuleux de la pression physique déjà utilisés par Staline pour faire capituler nombre de militants communistes, lui ont permis d'imposer à Dubcek et à son équipe le diktat de Moscou.

Les déclarations des dirigeants tchécoslovaques qui ont contresigné le diktat de Moscou en témoignent : les bureaucrates de Moscou ont utilisé des méthodes de bandits de grands chemins. Dubcek, de retour de Moscou, est tellement épuisé, nerveusement et physiquement, qu'il doit interrompre son discours à la radio et être réanimé. Arrêté par le Kremlin, il reste des heures et des heures le nez au mur. On le sort de prison pour l'introduire directement dans la salle où siègent les bureaucrates staliniens. Il n'est même pas exclu qu'il ait été frappé et torturé. En tout cas le discours de Smrkovsky du 30 août le dit sans équivoque :

« Nous savions que le monde sympathisait avec nous, mais que les grandes puissances accepteraient un compromis plutôt que toute autre chose. » En clair, l'impérialisme donnait le feu vert à la bureaucratie du Kremlin pour imposer son diktat. *« Nous pouvions refuser tout compromis (le diktat) et laisser aller l'évolution avec toutes les conséquences pour la souveraineté de l'Etat, les droits politiques, l'économie, y com-*

pris d'éventuelles pertes de vies humaines », c'est-à-dire le bain de sang. *« Je vous prie de croire que notre sort personnel passait à ces moments-là au second plan, bien qu'il ne nous ait pas été indifférent »,* autrement dit : *« nous étions soumis à de dures épreuves et notre vie était suspendue à l'acceptation du "compromis", et, bien que passant au second plan, cette circonstance a joué dans notre acceptation du diktat. »*



« Tous les moyens » ?... Un fleuve de sang !

Le sens du rétablissement d'une « situation normale », par « tous les moyens » est fort clair. Les dirigeants de l'Etat et du parti tchécoslovaques sont des otages aux mains de la bureaucratie du Kremlin. Il leur faudra couvrir la reconstruction de l'appareil, subordonné au Kremlin. Leur autorité personnelle morale sera utilisée pour reconstituer le carcan qui doit enserrer le peuple et la classe ouvrière tchécoslovaques.

La reconstruction de l'appareil bureaucratique dépendant du Kremlin exige de lourdes mesures de répression. Tout l'appareil d'Etat doit être épuré, refondu. Même si l'enveloppe du P.C.T. est conservée, c'est un nouveau parti qu'il faut reconstruire. Les militants et les travailleurs des usines et des syndicats qui ont organisé la résistance, les intellectuels doivent être épurés et brisés. Tous les domaines de la vie sociale, économique, politique doivent subir le même traitement d'épuration, brutale et radicale. Bien sûr, les débris de l'appareil tchécoslovaque seront rassemblés et utilisés à cette fin par la bureaucratie du Kremlin. Mais l'ampleur de l'épuration et de la répression à entreprendre est donnée par *La Pravda* elle-même qui, dès le 31 août, réclamait : *« La liquidation de quarante mille nervis contre-révolutionnaires »,* tandis que *Neües Deutschland* du même jour déclarait : *« Les contre-révolutionnaires tchèques se préparent à une longue lutte clandestine. »*

En fait, quelle que soit la couverture utilisée, c'est l'appareil du Kremlin qui devra prendre en main l'appareil d'Etat et celui du parti pour assurer un véritable protectorat en exerçant la terreur blanche. Déjà le ministre de l'Intérieur a été démissionné, et, annonce *L'Humanité* du 2 septembre : « *Le vice-ministre de l'Intérieur tchécoslovaque Jan Lamba s'est suicidé vendredi... Il avait auparavant refusé de remettre aux soviétiques les dossiers et les documents du ministère.* »

C'est tout un peuple, dont la classe ouvrière est la force sociale décisive, que la bureaucratie du Kremlin doit atomiser. Elle n'y peut parvenir qu'en utilisant, à froid, les méthodes et les moyens qu'elle utilisa, à chaud, contre la révolution hongroise des conseils. Les sycophantes et les traîtres se satisfont du « compro-

mis de Moscou ». Quelles que soient les raisons qui ont contraint les dirigeants de l'Etat tchécoslovaque et du P.C.T. à ratifier le diktat de Moscou, le prolétariat mondial, les militants de la classe ouvrière, les syndicats et les partis qui se réclament du socialisme ne peuvent l'entériner.

La lutte n'est pas terminée, elle commence.

Plus que jamais, le Comité International de la IV^e Internationale appelle

AU SOUTIEN INCONDITIONNEL AU PEUPLE ET
A LA CLASSE OUVRIERE TCHECOSLOVAQUES.

A la lutte pour :
LE RETRAIT DES TROUPES,

A l'usage des révolutionnaires
de l'Europe de l'Est...

● Réédition du

PROGRAMME DE TRANSITION
DE LA IV^e INTERNATIONALE

et du

MANIFESTE DE LA CONFÉRENCE
DE FONDATION DE LA IV^e INTERNATIONALE
EN RUSSE

Prix : 10 F

Commandes à l'adresse de "LA VÉRITÉ"

(II)

LA FAILLITE DE LA "THÉORIE" DE LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS

L'occupation de la Tchécoslovaquie : partie d'une politique d'ensemble

La IV^e Internationale détermine ses positions en fonction de la lutte de classes mondiale. Elle n'a d'autres intérêts que ceux du prolétariat mondial et de la révolution prolétarienne. Malgré le pacte criminel Hitler-Staline, la IV^e Internationale s'est refusée à condamner l'occupation d'une partie de la Pologne par l'Armée Rouge. Alors que la guerre éclatait, qu'inéluctablement l'impérialisme allemand attaquerait l'U.R.S.S. bien que Staline ait porté l'entière responsabilité de la menace qui pesait sur l'U.R.S.S., l'occupation d'une partie de la Pologne était une mesure indispensable à la défense des conquêtes d'Octobre. C'est en se situant exactement du même point de vue que le Comité International de la IV^e Internationale appelle au soutien inconditionnel au peuple et au prolétariat tchécoslovaques contre la bureaucratie du Kremlin. L'occupation de la Tchécoslovaquie s'intègre dans la politique d'ensemble de la bureaucratie du Kremlin déterminée par la crainte que de la crise de l'impérialisme et de la sienne propre surgissent la révolution sociale en Europe en particulier et la révolution politique. Cette politique ne peut profiter qu'aux forces pro-bourgeoises en U.R.S.S. et dans les pays de l'Europe de l'Est et à l'impérialisme dans le monde, qu'elle renforce. Prise dans les tenailles des forces de classes fondamentales — prolétariat et bourgeoisie — la bureaucratie du Kremlin tente de prolonger l'existence de ses privilèges en reculant pas à pas devant l'impérialisme en Europe de l'Est et en U.R.S.S. tandis qu'elle appuie inconditionnellement et « gratuitement » la bourgeoisie et l'impérialisme contre le prolétariat dans le monde entier.

Longtemps la bureaucratie du Kremlin a manœuvré entre les forces de classes fondamentales à l'échelle internationale et joué des contradictions inter-impérialistes. La « théorie » de la construction du « socialisme dans un seul pays », le mode de gestion de la planification par la bureaucratie du Kremlin, la politique dite « de coexistence pacifique », expriment la tentative de la bureaucratie du Kremlin d'enserrer dans une camisole de force les antagonismes sociaux en U.R.S.S. et ensuite dans les pays d'Europe de l'Est,

et de manœuvrer entre elles sur l'arène internationale.

Cette politique a atteint son point culminant au moment où elle devenait impossible et précipitait l'U.R.S.S. vers l'abîme. Au moment où l'arrestation des « assassins en blouse blanche » annonçait une nouvelle vague d'épuration, Staline publiait « Questions actuelles du socialisme ». Il y expliquait qu'à la suite de la transformation de la structure sociale et économique des pays de l'Europe de l'Est et de la révolution chinoise s'étaient constitués deux marchés mondiaux indépendants. Il y affirmait que la loi de la valeur ne jouait plus au sein de l'économie de l'U.R.S.S. Il prétendait résoudre les distorsions de l'économie de l'U.R.S.S. par les « grands travaux du communisme » et en finir avec l'état arriéré de l'agriculture par la constitution d'« agro-villes ». Le délire bureaucratique atteint ici son sommet mais ce qui semble — et est en effet — pure démente, correspond à l'effort désespéré pour contenir les formidables distorsions sociales et économiques de l'U.R.S.S. et des pays de l'Europe de l'Est sous son contrôle.

Excroissance parasitaire née de l'équilibre instable entre les classes tel qu'il résulta de la première guerre mondiale, de la révolution russe et de son isolement, la bureaucratie du Kremlin fait de cet équilibre « la norme ». Staline conçut la planification comme moyen d'échapper au marché mondial et à la division internationale du travail. Il crut pouvoir décider arbitrairement des processus économiques selon les vœux d'une bureaucratie omnipotente. Il pensa neutraliser la pression de l'impérialisme par un jeu d'équilibre entre les différentes puissances impérialistes et l'utilisation du prolétariat mondial comme instrument de sa diplomatie grâce au contrôle de l'appareil stalinien international.

Dès le premier plan quinquennal, le désordre économique et les antagonismes sociaux prirent en U.R.S.S. une prodigieuse ampleur. L'U.R.S.S. fut sauvée du désastre par la crise sociale et politique et les antagonismes explosifs entre les grandes puissances impérialistes que provoqua la crise économique de 1929. Le prix à payer fut cependant très lourd. Les purges, les exterminations des années 30 comprimèrent les antagonismes sociaux qui s'aiguisaient en U.R.S.S. et

se réfractaient à l'intérieur de la bureaucratie. La politique de manœuvre entre les grandes puissances impérialistes, la stérilisation des luttes révolutionnaires des prolétariats chinois, allemand, français, espagnol, selon les exigences de la diplomatie du Kremlin et sa crainte de victoires révolutionnaires des prolétariats, surtout dans les pays économiquement développés, facilitèrent à l'impérialisme la préparation de la seconde guerre mondiale.

La résistance héroïque du prolétariat soviétique, l'efficacité des rapports sociaux et économiques nés de la révolution d'Octobre qui ont permis de mobiliser toutes les ressources pour l'effort de guerre, les divisions inter-impérialistes, ont sauvé l'U.R.S.S. de sa destruction par l'impérialisme allemand. Paradoxalement, à la fin de la guerre, la bureaucratie du Kremlin parvient au summum de sa puissance politique. Elle bénéficie du prestige de la victoire de l'U.R.S.S. sur l'impérialisme allemand. Tandis que le prolétariat russe, épuisé par la guerre (20 millions de morts) n'a pas la force de la mettre en cause en U.R.S.S., l'appareil international du stalinisme exerce une influence décisive sur le prolétariat d'Europe et du monde. Enfin, l'impérialisme mondial a un besoin pressant de son aide politique pour contenir la montée révolutionnaire en Europe et dans le monde. L'occupation par l'impérialisme allemand de la plus grande partie de l'Europe et son effondrement, l'effondrement des impérialismes anglais, français, hollandais en Asie, face à l'impérialisme américain ont provoqué une puissante crise révolutionnaire. Seule la coopération de la puissance économique de l'impérialisme U.S. et de la force politique de la bureaucratie du Kremlin est alors capable d'endiguer la montée révolutionnaire du prolétariat européen et mondial. Les partis communistes de l'Europe de l'Ouest contrôlés par le Kremlin collaborent à la restauration des états bourgeois. Par l'occupation et la canalisation des masses sous son contrôle direct en Europe de l'Est, par la division du prolétariat européen en deux, passant au cœur de l'Allemagne, la bureaucratie exploite selon ses intérêts la crise des bourgeoisies de ces pays. L'ensemble constitue la politique dite « de coexistence pacifique ».

Faillite du stalinisme

Mais l'impérialisme américain sort de la guerre considérablement renforcé. Les impérialismes allemand, japonais, italien, se sont effondrés, les impérialismes anglais et français sont considérablement affaiblis. L'hégémonie de l'impérialisme américain lui donne les moyens de discipliner les impérialismes plus faibles et de les obliger à réaliser une politique relativement unifiée. Très rapidement va s'accroître la pression économique, politique et militaire de l'impérialisme mondial sur l'U.R.S.S. La bureaucratie du Kremlin riposte en éliminant par son action militaro-bureaucratique les éléments bourgeois des gouvernements de l'Europe de l'Est qu'elle contrôle. Elle finit d'exproprier le capitalisme de la possession des principaux moyens de production. Elle subordonne l'économie de l'Europe de l'Est aux besoins immédiats de l'économie de l'U.R.S.S. telle qu'elle la dirige. Elle instaure un

véritable carcan politique sur ces pays. Redoutant la révolution prolétarienne, particulièrement dans les pays économiquement développés, la bureaucratie du Kremlin s'engageait dans une course sans espoir avec l'impérialisme sur les plans économique et militaire, pillant les ressources économiques des pays de l'Europe de l'Est, acceptant et renforçant sa coupure — et leur coupure — du marché mondial et de la division internationale du travail. La politique d'industrialisation forcée correspondait de moins en moins aux exigences d'un développement harmonieux, équilibré et des forces productives de l'U.R.S.S. et des pays de l'Europe de l'Est. Déterminée par la pression économique et politique de l'impérialisme, elle poussait les antagonismes sociaux et nationaux au paroxysme. Alors que la croissance même des forces productives ait exigé une participation toujours plus grande des masses à l'élaboration et à la direction de la planification, celle-ci est devenue sans cesse plus bureaucratique et irréaliste, multipliait le gaspillage, l'irresponsabilité, les pertes, les malfaçons, les distorsions, le pillage, l'incompétence, la falsification pure et simple. Les succès même, obtenus à des coûts énormes, étaient sources de distorsions économiques. L'U.R.S.S. mit au point en quelques années les bombes A et H alors qu'en 1953 la production agricole était sensiblement au même niveau qu'en 1913. La science et l'art eux-mêmes dépendaient des commandements de la bureaucratie. Staline décidait à propos de la biologie, de la linguistique, de l'art, etc. Bien que d'apparence grotesque, c'était là une nécessité inhérente à l'existence de la bureaucratie. La science et l'art ne sont pas indépendants de la société. Ils se nourrissent de la substance sociale et exigent la liberté de création et d'expression. Ils sont par conséquent des canaux par lesquels peut passer la critique sociale, même si elle est indirecte surtout dans une société de transition où s'est constituée une bureaucratie parasitaire et contre-révolutionnaire sur la base des rapports sociaux de production de type socialiste.

La bureaucratie du Kremlin entrave le développement des forces productives, qu'exigent les nouveaux rapports sociaux, par la gestion bureaucratique, et en les enfermant dans les cadres nationaux. Or, la science et l'art se nourrissent de la croissance des forces productives qu'elles fécondent à leur tour. Leur épanouissement se heurte à chaque moment aux obstacles que dresse la bureaucratie parasitaire qu'il met obligatoirement en cause.

La folie de Staline exprimait l'impasse de la bureaucratie du Kremlin engagée dans une course perdue d'avance avec l'impérialisme et obligée de juguler avec une rigueur et une brutalité sans cesse croissantes la classe ouvrière, de réduire au silence toutes formes d'expression, toute source de critique, d'appesantir sa patte de fer sur les pays qu'elle contrôle. La mort de Staline coïncide avec la nécessité par la bureaucratie du Kremlin d'une révision déchirante de sa politique sous peine de sombrer, au cours de purges apocalyptiques obligatoires pour comprimer les antagonismes sociaux, aiguës par une politique économique délirante perdant tout contact avec la réalité ainsi que l'annonçaient les « grands travaux du communisme » qui se proposaient de transformer la nature afin de résoudre une crise économique aux origines sociales.

Le nouveau cours

La mort de Staline fut-elle l'une des conséquences de l'impasse de la bureaucratie, ou fut-elle l'événement contingent qui déclencha des processus venus à maturité? En tout cas, elle fut le point de départ d'une révision profonde de la politique de la bureaucratie du Kremlin, que l'« ancien cours » conduisait à la catastrophe à plus ou moins long terme.



Le contenu et la direction de cette politique peuvent se définir simplement : recherche d'un *modus vivendi* avec l'impérialisme, tentative de s'intégrer au marché mondial et à la division internationale du travail, révision de la planification en laissant jouer plus librement les lois économiques qui s'expriment sur le marché, révision des rapports économiques de l'U.R.S.S. avec les pays de l'Europe de l'Est qui leur laisse corrélativement une plus grande marge pour participer directement au marché mondial et à la division internationale du travail. Cette politique équivaut au bilan de faillite de la « construction du socialisme dans un seul pays » et de la conception bureaucratique de la planification. Elle s'est imposée par secousses, et sa courbe dessine une ligne brisée nullement régulière ; elle reflète en effet non pas des *techniques* mais des rapports sociaux qui s'expriment sur le plan économique. Elle se développe dans le cadre de la lutte de classes mondiale comme une de ses manifestations et de ses composantes.

La révision de la politique de la bureaucratie du Kremlin engendre d'incessantes luttes internes et des déchirements constants en son sein ; l'appareil national et international du stalinisme se fissure et craque. La mort de Staline donne le signal de luttes qui se renouvellent sans cesse, d'autant plus violentes qu'elles se déroulent dans l'ombre, au sommet de la bureaucratie. Malenkov, puis Béria, puis Boulganine, puis Molotov, puis Krouchtchev sont successivement élimi-

nés. Les affrontements correspondent aux conflits qui déchirent la bureaucratie à tous les échelons et les avivent. Ils prennent tout de suite une violence et une profondeur dramatiques dans les pays de l'Europe de l'Est. Le hasard n'y est pour rien. Toutes les conditions s'y imbriquent pour donner à la crise de la bureaucratie une force immédiatement encore plus explosive.

Les bureaucraties caricaturales

Les bureaucraties parasitaires d'Europe de l'Est sont des productions artificielles imposées par la bureaucratie du Kremlin de l'extérieur et leurs racines nationales sont faibles.

Les P.C. eux-mêmes doivent être constamment épurés jusqu'à leur sommet : les grandes purges, du genre de celles des années 30, se sont abattues sur eux dès 1948 : procès Rajk, Slansky, Kostov, etc. En même temps, chaque bureaucratie nationale a ses intérêts spécifiques et chacune reproduit de façon caricaturale les traits de la bureaucratie du Kremlin. Ainsi chacune, en sus du pillage par la bureaucratie du Kremlin, se lance dans la « construction du socialisme dans un seul pays » dans chaque pays pris à part et se lance dans de fantastiques plans d'industrialisation qui tendent à édifier des économies se suffisant à elles-mêmes. La coupure avec le reste de l'Europe et du monde a des conséquences catastrophiques. L'économie de la R.D.A. est évidemment une fraction de l'économie allemande, elle-même profondément dépendante de l'économie mondiale et de la division internationale du travail. L'économie tchécoslovaque occupe une position de premier plan sur le marché mondial et au sein de la division internationale du travail. La Pologne économiquement retardataire et essentiellement agraire dépend de sa capacité à exporter sur le marché mondial ses produits agricoles et le charbon de Silésie pour pouvoir importer les produits industriels et les matières premières indispensables y compris au développement de son industrie ; on peut en dire autant de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie. La collectivisation forcée n'est pas moins nocive que l'industrialisation telle que la conçoivent les bureaucraties satellites. D'autre part, le prolétariat de ces pays a une longue tradition de lutte, et le combat pour l'indépendance nationale y est traditionnellement intimement lié à la lutte de classes. L'intelligentsia y a joué de tous temps un grand rôle dans la lutte de classes et le combat pour l'indépendance nationale. Enfin l'expropriation de la bourgeoisie des principaux moyens de production et l'industrialisation, même conçue par les bureaucrates, ont renforcé la puissance potentielle de la classe ouvrière. L'élévation de la culture générale, en particulier dans le prolétariat, le renforcement de couches d'intellectuels cherchant à se lier ouvertement à la classe ouvrière qui est, de facto, la classe sociale dominante au cours d'un mouvement révolutionnaire, même si elle n'engage pas la première la lutte ouverte, autant de facteurs positifs.

La première étape de la révolution politique et sa défaite

Dès juin 1953, l'ébranlement de l'appareil international de la bureaucratie du Kremlin offrait l'occasion au prolétariat de l'Allemagne de l'Est de se dresser, de lutter pour ses revendications, d'ouvrir la période historique de la révolution politique qui allait se développer en Octobre 1956 en Pologne et prendre toute son ampleur et sa signification en Hongrie avec la révolution des conseils ouvriers hongrois de Novembre 1956. La bureaucratie du Kremlin a éteint les premiers foyers de la révolution politique dans un fleuve de sang.

Elle ne résolvait pas pour autant les contradictions économiques et sociales qui sont à l'origine de la lutte nécessaire pour la révolution politique. Bien au contraire, elle les aggravait. L'écrasement de la révolution hongroise était la première victoire importante de l'impérialisme dans la lutte de classes internationale depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Dès 1946-1947, la puissance politique de la bureaucratie du Kremlin était mise en cause. A l'encontre des directives de Staline, le Parti Communiste Chinois prend la tête de la révolution chinoise. En 1948, le Parti Communiste de Yougoslavie qui a dirigé la guerre révolutionnaire en Yougoslavie se dresse contre les ukases du Kremlin. En 1953, l'affaiblissement politique de la bureaucratie du Kremlin se précipite. Le prolétariat de l'U.R.S.S. se renforce en nombre et en cohésion, des grèves éclatent en U.R.S.S. La critique de Staline se fraie la voie jusqu'au fameux rapport secret de Krouchtchev au 20^e Congrès du P.C.U.S. Ecrivains et artistes veulent obtenir la liberté de création. Les savants se libèrent des « décisions » du C.C. en matière scientifique. La classe ouvrière française, par-dessus les appareils bureaucratiques, dont celui de la C.G.T. et par-dessus le P.C.F., réalise la grève générale d'août 1953. L'écrasement de la révolution hongroise accentue la modification des rapports entre la classe ouvrière internationale et l'appareil international du stalinisme, entre la bourgeoisie, l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin. La bureaucratie du Kremlin, en crise, à la recherche d'un nouvel axe politique qui sauvegarderait ses intérêts de caste privilégiée est obligée de s'appuyer, contre le prolétariat mondial et le prolétariat de l'U.R.S.S. et les pays de l'Est, sur l'impérialisme et les forces pro-bourgeoises et de leur apporter leur appui.

« Les réformes de la planification »

La bureaucratie du Kremlin prétexte, pour intervenir en Tchécoslovaquie, de la « réforme économique » et des liens économiques que tentait de nouer la Tchécoslovaquie avec le marché mondial. Mais la « réforme économique » en Tchécoslovaquie n'est rien d'autre qu'une expression de l'orientation générale de la bureaucratie. Dès lors que la gestion de l'économie planifiée devient impossible selon les méthodes de Staline, la bureaucratie est obligée de s'orienter vers la régulation de l'économie par les lois qui s'expriment sur le marché

intérieur et mondial. Ce sont les distingués économistes de la bureaucratie du Kremlin, Liberman, Trapeznikov et tant d'autres, qui ont développé les « théories » de l'adaptation pure et simple aux lois du marché, à la rentabilité, etc.

Si, en Europe de l'Est, la pression de l'impérialisme s'exerce puissamment, la responsabilité en incombe absolument à la bureaucratie du Kremlin. Elle interdit la seule voie qui puisse sauvegarder l'économie planifiée : celle de la Fédération Balkanique Socialiste, étape transitoire vers les Etats-Unis Socialistes d'Europe. Elle ne le peut pas, car la Fédération Balkanique Socialiste pose de toute autre façon les rapports des pays de l'Est entre eux, leurs rapports avec l'U.R.S.S., leurs rapports avec le reste du monde. Régulant les rapports nationaux des peuples de l'Est, les Etats-Unis socialistes balkaniques élimineraient la tutelle d'un peuple sur l'autre, et ne s'accommoderaient pas de la tutelle bureaucratique du Kremlin. La Fédération des Etats-Unis Socialistes d'Europe trouverait normalement son support dans une liaison avec l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, libérée de la bureaucratie du Kremlin. Ils permettraient une planification économique qui donnerait à la participation au marché mondial et à la division internationale du travail une base beaucoup plus puissante et d'y participer de façon beaucoup plus équilibrée, sans que pourtant cela suffise à réaliser le socialisme et à éliminer la pression de l'impérialisme. Mais les Etats-Unis Socialistes des Balkans ouvriraient la voie à la révolution prolétarienne en Europe, car ils seraient une première réponse exemplaire à l'unification de l'Europe dans le cadre des Etats-Unis Socialistes d'Europe.



Les rapports institués par la bureaucratie du Kremlin accroissent les oppositions nationales. Fondés sur le pouvoir des bureaucraties dont l'existence dépend des cadres nationaux et de la sujétion au Kremlin, ils aboutissent à l'impasse économique. Ainsi la Tchécoslovaquie a accumulé un retard technologique d'une vingtaine d'années en ce qui concerne la production

d'acier, alors qu'avant la guerre elle était une des puissances économiques les plus avancées du monde. Depuis dix ans, dans tous les pays de l'Est, le rythme de développement de l'économie ne cesse de décroître. Un processus de régression s'est même amorcé en Tchécoslovaquie au cours des années 1966-1967 où il y eut une chute du revenu national. Dans ces conditions il est inévitable que la pression de l'impérialisme s'exerce avec une efficacité croissante. Au cours de ces dernières années, tous les pays de l'Europe de l'Est ont tenté d'adapter leur économie à la concurrence internationale et au marché mondial. Tous ont acheté des brevets, sollicité des crédits, conclu des accords pour la construction d'usines, en s'adressant aux états bourgeois et aux firmes capitalistes, ouvrant effectivement la voie à la pénétration du Capital. Le processus est tout aussi avancé en Pologne, en Hongrie qu'en Tchécoslovaquie et en Roumanie.

C'est là une conséquence directe de la tutelle du Kremlin qui s'appuie sur les bureaucraties satellites. La Tchécoslovaquie encore sous la férule de Novotny, la Hongrie de Kadar, après la Roumanie, et à l'instar de la bureaucratie du Kremlin, se préparaient à nouer des relations diplomatiques et politiques avec la République Fédérale Allemande, afin de faciliter et de développer leurs relations économiques avec elle. La bureaucratie du Kremlin, appuyée par les bureaucraties de l'Allemagne de l'Est et de Pologne les a contraintes au cours d'une conférence tenue à Karlovy Vary, à y renoncer. Mais outre le fait qu'elle reconnaît, elle, la R.F., cette décision ne stoppe pas la pénétration impérialiste de l'Europe de l'Est, comme le prouve l'exemple de la Pologne et la Hongrie. Le seul résultat est d'accroître la crise sociale et l'impasse économique qui a pris une forme explosive en Tchécoslovaquie.

Le prolétariat tchécoslovaque, lien entre les prolétariats de l'Est et l'Ouest de l'Europe

Longtemps, la bureaucratie du Kremlin a tenté de préserver le monolithisme de l'appareil bureaucratique en Tchécoslovaquie, comme elle maintient le monolithisme de l'appareil de l'Allemagne de l'Est. C'est que la Tchécoslovaquie et l'Allemagne de l'Est sont des ponts naturels entre la révolution politique dans les pays de l'Europe de l'Est et la révolution sociale à l'Ouest. L'appareil bureaucratique de Tchécoslovaquie a fini par craquer. Le Kremlin a dû renoncer à soutenir Novotny et ce qu'il représentait. Il ne parvenait plus à maîtriser par les moyens habituels la crise de l'appareil tchécoslovaque, parce qu'elle est l'expression la plus avancée de la crise qui ravage toutes les bureaucraties de l'Europe de l'Est. Les mouvements des étudiants et des intellectuels ont éclaté en Pologne et en U.R.S.S., avant qu'ils ne se manifestent en Tchécoslovaquie. Leur importance provient de ce que, surtout dans les pays où le Capital a été exproprié, ils révèlent l'intense crise sociale qui ravage les profondeurs de la société. Les déchirements et les oppositions entre les bureaucraties « nationales » des pays de l'Europe de l'Est en sont une autre manifestation.

Reproduisant caricaturalement les déformations que la gestion bureaucratique impose à l'économie planifiée



et à l'état ouvrier de l'U.R.S.S., les états et l'économie de l'Europe de l'Est sont des monstres inviables. La classe ouvrière tchécoslovaque s'emparant du pouvoir politique, réalisait ce que la main-mise de la bureaucratie sur l'Europe de l'Est a empêché de s'accomplir : elle permettait que s'organisent les Etats-Unis Socialistes des Balkans, étape vers les Etats-Unis Socialistes d'Europe. Depuis la chute de Novotny, la décomposition de l'appareil bureaucratique laissait se développer le libre jeu des forces sociales, la classe ouvrière affirmait sa prépondérance. Par son intervention armée, la bureaucratie du Kremlin veut étouffer plus brutalement encore les antagonismes sociaux en Tchécoslovaquie et reconstruire l'appareil. Elle ne peut qu'accroître la crise sociale, économique et politique et donc l'efficacité de la pression de l'impérialisme. Elle ne peut que faire pencher la balance des forces sociales du côté des forces pro-bourgeoises. Son intervention bénéficie totalement à l'impérialisme et aux forces pro-bourgeoises de l'Europe de l'Est et de l'U.R.S.S. comme il y a douze ans l'écrasement de la révolution hongroise.

(III)

LA POLITIQUE DU KREMLIN AU SERVICE DE L'IMPÉRIALISME

Aide immédiate à l'impérialisme

L'impérialisme mondial ne s'y est pas trompé. Johnson, de Gaulle, Wilson ont réaffirmé que la « coexistence devait se poursuivre » et qu'ils ne pouvaient rien pour la Tchécoslovaquie. Le représentant de la bureaucratie du Kremlin à l'O.N.U. a tenu à expliquer que l'intervention militaire en Tchécoslovaquie s'inscrivait comme un élément de la politique de « coexistence pacifique ». Le Kremlin a dépêché en outre des ambassadeurs à Washington, Londres, Paris, Bonn et même Athènes pour expliquer les raisons de son intervention militaire puis le contenu et la signification du diktat de Moscou, à tous les gouvernements bourgeois.

L'impérialisme mondial tire immédiatement avantage de l'action contre-révolutionnaire de la bureaucratie du Kremlin. Il s'efforce de jeter le désarroi parmi le prolétariat mondial. L'impérialisme américain cherchait à obtenir une solution rapide au Vietnam, en utilisant déjà la politique de la bureaucratie du Kremlin pour contraindre le gouvernement du Nord-Vietnam et le F.N.L. à accepter un accord politique garantissant sa présence. Il craignait que les classes ouvrières du Japon, des U.S.A., d'Europe n'engagent des luttes révolutionnaires d'envergure, mettant en cause les fondations de l'impérialisme, alors qu'il poursuivrait sa guerre contre-révolutionnaire contre le peuple vietnamien. Il conduira sa guerre contre-révolutionnaire avec d'autant plus d'assurance, ses exigences politiques seront d'autant plus élevées qu'il se sentira plus libre sur le terrain de la lutte de classes dans les pays capitalistes économiquement développés. La bourgeoisie française ne manque pas d'exploiter « l'agression communiste en Tchécoslovaquie » pour développer son offensive anti-ouvrière. Le capitalisme allemand ne peut que bénéficier de l'intervention de la bureaucratie du Kremlin en Tchécoslovaquie. La division du prolétariat en deux, l'horreur qu'inspire au prolétariat allemand le stalinisme, est l'élément essentiel qui a permis au capitalisme allemand d'endiguer en Allemagne Fédérale le développement de la lutte de classes. Nul doute que la bourgeoisie allemande puisse désormais renforcer sa politique à l'encontre de la classe ouvrière allemande.

La bureaucratie du Kremlin, soutien actif de l'impérialisme

En intervenant militairement en Tchécoslovaquie, la bureaucratie du Kremlin franchit un nouvel échelon de la politique qui fait d'elle l'alliée de l'impérialisme mondial en crise. Tandis qu'elle tente d'écraser le prolétariat tchécoslovaque, elle s'efforce conjointement avec l'impérialisme d'isoler la révolution chinoise du prolétariat mondial et d'ouvrir la Chine à la pénétration capitaliste. Elle rompt la coopération économique et technique avec la Chine. Elle mène campagne contre les dirigeants du Parti Communiste Chinois en les accusant de vouloir déclencher une guerre mondiale thermonucléaire afin « d'assouvir leurs visées nationalistes et expansionnistes de grande puissance ». Elle soutient la bourgeoisie indienne en guerre contre la Chine. L'intervention militaire massive de l'impérialisme américain au Vietnam s'est opérée à l'abri de cette campagne contre la révolution chinoise et les dirigeants du P.C.C.

Au nom de la « paix » la bureaucratie du Kremlin monte une garde vigilante sur les arrières de l'impérialisme. A Tachkent, elle fut, avec les félicitations de l'impérialisme mondial, l'agent du compromis entre les bourgeoisies indienne et pakistanaise. La poursuite de la guerre entre les Indes et le Pakistan risquait d'entraîner au désastre les bourgeoisies de ces pays à l'équilibre économique et social instable et d'ouvrir dans le dos de l'impérialisme américain une situation révolutionnaire s'étendant à l'ensemble de l'Asie. La bureaucratie du Kremlin, en Afrique, en Asie ou en Amérique du Sud, soutient, selon les thèses développées par Soustov, les bourgeoisies nationales de ces pays.

Ce faisant, elle soutient la domination impérialiste, elle contribue à préparer les coups d'Etat réactionnaires fomentés par l'impérialisme, comme en témoignent : l'Indonésie, le Ghana, l'Algérie, elle étaye les cliques militaires et autres d'Amérique du Sud sous la dépendance directe de l'impérialisme américain.

Elle répudie ouvertement toute action révolutionnaire dans les pays capitalistes économiquement développés. Les « théories » sur le passage pacifique au

socialisme par les voies parlementaires, sur le passage au socialisme selon les voies nationales de chaque pays, surgissent au moment précis où les rapports entre les classes se tendent jusqu'à leur point de rupture dans les pays capitalistes économiquement développés, et où, précisément, l'unité de la lutte de classes mondiale est plus immédiate que jamais. Ces « théories » et la politique qu'elles recouvrent sont affirmées avec d'autant plus de tapage que le régime parlementaire bourgeois n'est plus qu'une ombre ou même disparaît complètement. La lutte pour le pouvoir politique est entièrement liée à l'action pour la défense des conquêtes économiques et sociales de la classe ouvrière, de ses droits et de ses garanties arrachés au cours de plus d'un siècle de lutte de classes. Le simple combat pour les libertés démocratiques élémentaires, droits politiques, droits syndicaux et indépendance des syndicats par rapport à l'Etat, droits de presse, droits d'organisation, exige le front unique de toutes les forces de la classe ouvrière qui pose inéluctablement la question du pouvoir politique. Les fruits empoisonnés de ces « théories », récupérées des poubelles de la social-démocratie, renouées par les « théoriciens » du Kremlin et adoptées avec empressement par les P.C. des pays capitalistes, ce sont la paralysie du prolétariat grec livré pieds et poings liés à la dictature militaire, la prolongation de la dictature de Franco, l'échec de la grève générale en France.

La crise de l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin

La bureaucratie du Kremlin pratique cette politique précisément parce qu'au contraire de ce qu'ont expliqué les tenants des « théories » sur le « néo-capitalisme », le Capital n'a pas surmonté les contradictions qui ont explosé au cours des deux premières guerres mondiales et de la crise économique mondiale de 1929. La puissance du capitalisme américain, les nouveaux rapports de force au sein de l'impérialisme mondial, le rôle accentué des états bourgeois créant des marchés artificiels par des dépenses parasitaires et l'économie d'armement, sont à l'origine d'une nouvelle et gigantesque accumulation de capital, au cours des vingt années qui suivirent la deuxième guerre mondiale. Loin de surmonter sa crise historique chronique, l'impérialisme mondial atteint un stade où cette crise redevient virulente. Toute la société bourgeoise est menacée de décomposition. Les crises du dollar et de la livre sont les manifestations monétaires du parasitisme de l'économie capitaliste et des tendances à l'explosion d'une nouvelle crise économique qui disloquerait le marché mondial.

La politique de la bureaucratie du Kremlin est dominée par sa peur panique de la révolution prolétarienne et la nécessité d'intégrer l'économie de l'U.R.S.S. et des pays de l'Europe de l'Est au marché mondial et à la division internationale du travail. Mais l'impérialisme en crise se trouve confronté avec des exigences précises. La nouvelle accumulation de capital exige, pour le maintien du taux de profit, la surexploitation de la classe ouvrière de tous les pays où le

mode de production capitaliste s'est maintenu. Elle rend indispensables des bouleversements de la structure des pays capitalistes les plus développés, l'élimination massive de secteurs arriérés de l'économie capitaliste, la liquidation de l'énorme quantité de capital fictif que le parasitisme du système capitaliste a accumulée depuis la fin de la guerre notamment, la remise en cause des conquêtes du prolétariat dans les pays économiquement développés, l'exportation massive de capitaux et de marchandises, le passage de l'économie d'armement à l'économie de guerre. Sous l'effet des contradictions internes du mode de production capitaliste les rapports sociaux se tendent à craquer. Les affrontements violents et directs entre les classes se multiplient qui, partout, obligent la classe ouvrière à poser la question du pouvoir politique ou à subir le talon de fer du Capital, comme en Espagne, en Indonésie, en Grèce, à subir les empiètements constants du Capital sur ses conquêtes comme en Italie, en Belgique, en Allemagne, en Angleterre, en France, bientôt aux U.S.A., qui annoncent également le règne du talon de fer du Capital. Redoutant la révolution prolétarienne, le contrôle qu'elle exerçait sur des fractions décisives du prolétariat mondial étant remis en cause, la bureaucratie du Kremlin apporte son concours « désintéressé » à l'impérialisme mondial, aussi bien à l'impérialisme américain qu'aux impérialismes moins puissants d'Europe et du Japon contre la classe ouvrière.

L'Europe, front névralgique de la lutte de classes

Les bourgeoisies d'Europe sont particulièrement minées, et l'Europe est un front déterminant de la lutte de classes. Toutes les vieilles puissances impérialistes d'Europe sont en pleine dégénérescence. Prisonnières de leur passé au cours duquel elles dominèrent et se partagèrent le monde, elles ne peuvent ni s'en affranchir, ni l'assumer. Le soutien de l'impérialisme américain leur est indispensable, et leurs intérêts entrent à chaque instant violemment en contradiction avec les siens. Elles n'ont d'autre solution que de s'ouvrir de nouveaux marchés pour leurs marchandises et de nouveaux champs d'investissements pour leurs capitaux mais elles sont envahies par le capital américain. Elles ne peuvent subsister qu'autant que l'impérialisme américain soutient la conjoncture d'armement, qu'il sera capable de passer à l'économie de guerre et de s'orienter vers la guerre contre la Chine, l'U.R.S.S., les pays de l'Europe de l'Est. Mais elles sont incapables de soutenir pour leur propre compte une économie de guerre, et la guerre leur serait fatale. Elles étouffent sur leurs bases nationales trop étroites qu'elles sont incapables de dépasser. Il leur faut s'ouvrir à tout prix des débouchés en Europe de l'Est, y détruire la planification et y réintroduire le capitalisme — cela est vrai pour l'impérialisme allemand en particulier — chacune pour leur propre compte, mais elles ne le peuvent finalement que collectivement et en s'appuyant sur l'impérialisme américain.

Des bouleversements économiques et sociaux sont de toute façon inévitables : élimination massive de secteurs



hérités du passé et non concurrentiels, ce qui ouvrira des brèches à l'intérieur de la bourgeoisie et engendra des luttes violentes. L'état national bourgeois doit imposer à la bourgeoisie l'indispensable discipline nécessaire à la sauvegarde des intérêts supérieurs du régime capitaliste, et donc, à plus forte raison aux autres couches sociales. Mais la classe ouvrière des pays capitalistes constitue une puissance redoutable. Elle a acquis, au cours des dizaines d'années de lutte, des positions qu'il faut détruire, tout comme il faut arracher leurs acquis aux masses de la petite-bourgeoisie et de la petite paysannerie. L'enseignement et la culture sont menacés par la décadence des impérialismes en Europe. Des dizaines de milliers d'étudiants doivent être expulsés de l'Université, des lycées, des collèges, ainsi que les enseignants. Seuls subsisteront les cadres supérieurs nécessaires à la technique et à la gestion des affaires du grand Capital, les autres seront transformés en chômeurs en faux cols ou en gardes-chiourme d'un prolétariat déqualifié, transformé en main-d'œuvre polyvalente ou réduit au chômage.

En d'autres termes, de gigantesques affrontements entre les classes sont inévitables en Europe, dont la

grève générale française, les luttes des étudiants et des travailleurs, sont les signes annonciateurs. De leur issue dépend l'avenir de l'Europe et du monde.

Mais ces luttes sont indissociables de celles du prolétariat de l'Europe de l'Est et de l'U.R.S.S. Toute victoire révolutionnaire du prolétariat dans un pays économiquement développé d'Europe aurait un effet immédiat sur le prolétariat de l'ensemble de l'Europe. La grève générale française victorieuse entraînerait inéluctablement une mobilisation révolutionnaire des prolétariats espagnol, italien, belge, anglais, allemand, et donnerait l'impulsion à la révolution politique en Europe de l'Est. Non seulement par tradition, par les liens de l'histoire, les prolétariats d'Europe sont liés les uns aux autres, mais encore aucun prolétariat d'Europe ne peut prendre le pouvoir sans soulever le problème des Etats-Unis Socialistes d'Europe. La réorganisation de l'économie sur des bases socialistes n'est concevable dans un quelconque pays d'Europe que si elle s'étend à l'échelle de l'Europe entière.

La peur panique de la bureaucratie du Kremlin

Plus s'accroît sa propre crise et plus la « théorie » du socialisme dans un seul pays fait ouvertement faillite, plus devient impossible la gestion bureaucratique de la planification, plus la bureaucratie du Kremlin redoute que la crise de l'impérialisme ne donne naissance à la révolution socialiste qui, en Europe, conjugue directement la révolution sociale et la révolution politique. En Europe, au lendemain de la guerre, s'appuyant sur la puissance de l'impérialisme américain, la bourgeoisie pouvait se contenter de contenir la classe ouvrière. Elle pouvait tolérer que la bureaucratie du Kremlin étende aux pays de l'Europe de l'Est, sous une forme dégénérée, les conquêtes de la révolution d'Octobre. Elle a pu s'accommoder de la division de l'Europe en deux systèmes sociaux antagonistes. Désormais, à courte échéance, ce statu quo signifierait la dislocation du capitalisme en Europe et dans le monde et une crise révolutionnaire sans précédents.

Pour sa propre sécurité immédiate, par l'intermédiaire des P.C. en France, en Italie, en Belgique, en Angleterre, la bureaucratie apporte son appui total au pouvoir bourgeois. Elle facilite l'offensive contre les conquêtes ouvrières. Elle dénonce toute lutte, qui comme celles des étudiants participent de la défense contre les projets réactionnaires du Capital et qui risquent d'être des facteurs de mobilisation de la classe ouvrière. Elle divise, fractionne les luttes du prolétariat, la mystifie, en troquant, comme en France, l'arme de la grève générale pour les élections, au nom des « voies pacifiques et parlementaires vers le socialisme ». Elle soutient directement le pouvoir bourgeois partout en Europe parce que son existence est incompatible avec la réalisation des Etats-Unis Socialistes d'Europe. Nulle part ce n'est plus visible qu'en Allemagne. En Allemagne ni l'impérialisme, ni la classe ouvrière ne peuvent supporter à la longue la division du pays en deux. Le Capital allemand — la

seconde puissance capitaliste du monde — doit à tout prix ouvrir une voie de pénétration à ses capitaux et à ses marchandises vers l'Europe de l'Est, replacer l'Allemagne de l'Est sous son contrôle. A défaut, une crise sociale et économique sans précédent le guette. La classe ouvrière allemande — à l'Ouest comme à l'Est — ne saurait avoir de perspectives socialistes en dehors de la réunification de l'Allemagne, par l'expropriation de la bourgeoisie en Allemagne de l'Ouest et le renversement de la bureaucratie parasitaire de l'Est, les travailleurs s'emparant du pouvoir politique. La classe ouvrière au pouvoir en Allemagne, c'en est fini du régime capitaliste en Europe, c'en est fini des bureaucraties croupions de l'Europe de l'Est et de la bureaucratie du Kremlin : les Etats-Unis Socialistes d'Europe s'organiseront sur les fondements de la puissance économique allemande harmonisée avec l'économie de l'Europe entière.

La bureaucratie du Kremlin doit donc à tout prix soutenir l'impérialisme contre la classe ouvrière dans les pays capitalistes avancés. Son intervention en Tchécoslovaquie est inséparable de cette politique. Elle donne à l'impérialisme une capacité de pression sur l'U.R.S.S. et les pays de l'Europe de l'Est qui met en cause les conquêtes d'Octobre et leurs prolongements. La crise de la planification exprime l'impossibilité de gérer plus longtemps l'économie de l'U.R.S.S. et des pays de l'Europe de l'Est selon les méthodes de la bureaucratie. Elle ne peut avoir recours aux seules solutions conformes à la défense et au renforcement des conquêtes d'Octobre : l'élaboration et l'exécution

du plan par la classe ouvrière, leur intégration dans l'économie mondiale par suite du renversement de la bourgeoisie dans les principaux pays capitalistes, se reconstruisant sur des bases socialistes. Car, au contraire de ce qu'expliquent les renégats à la IV^e Internationale du genre Mandel, il ne peut y avoir de « participation à la gestion » en U.R.S.S., en Europe de l'Est, comme ailleurs, en dehors de la détention et de l'exercice du pouvoir politique.

Les « réformes de la planification » signifient que la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites adaptent peu à peu l'économie de leur pays aux exigences des lois qui s'expriment sur le marché intérieur et mondial. Elles sont le produit de leur parasitisme et de leur hantise du prolétariat mondial qui leur font craindre les conséquences révolutionnaires de leur crise conjuguée à celle de l'impérialisme, et les obligent à s'adapter toujours plus aux exigences de l'impérialisme.

La bourgeoisie mondiale sait parfaitement qu'agent de la contre-révolution dans le monde, la bureaucratie du Kremlin, est le meilleur atout dont elle dispose en U.R.S.S. et en Europe de l'Est. Elle sait que par sa politique, pour la défense de ses privilèges, la bureaucratie du Kremlin, comme les bureaucraties satellites sapent les conquêtes d'Octobre et leurs prolongements en Europe de l'Est. Elle apprécie l'intervention militaire en Tchécoslovaquie en fonction et comme élément de la politique contre-révolutionnaire mondiale du stalinisme.



(IV)

LA CRISE MORTELLE DE LA BUREAUCRATIE DU KREMLIN ET LA IV^e INTERNATIONALE

Accélération de la crise de la bureaucratie du Kremlin

La bureaucratie du Kremlin a largement hésité avant d'intervenir militairement en Tchécoslovaquie. Tant que la « libéralisation » apparaissait comme la tendance à réadapter l'économie tchèque aux exigences de son intégration au marché mondial et à la division internationale du travail, elle l'a tolérée. Ne pouvant plus soutenir Novotny et la politique de stricte obédience qu'il représentait, elle a espéré que les nouveaux dirigeants tchécoslovaques seraient néanmoins capables de maintenir, comme en Roumanie, le monolithisme de l'appareil. A Cierna et à Bratislava, elle joua encore la carte de la capacité des dirigeants tchécoslovaques à appliquer les injonctions de la lettre des cinq du Pacte de Varsovie. Ce n'est qu'en désespoir de cause qu'elle s'est décidée à intervenir militairement parce que l'appareil bureaucratique se décomposait.

Les hésitations de la bureaucratie du Kremlin n'ont rien à voir avec un quelconque respect des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes. Elles naissent de la crise de l'appareil international du stalinisme qui se manifeste jusqu'au sommet de l'équipe dirigeante du Kremlin. Le « cours nouveau » adopté depuis la mort de Staline est le seul possible pour la bureaucratie du Kremlin, alors qu'il décompose son appareil international.

La recherche d'un *modus vivendi* sur de nouvelles bases avec l'impérialisme a abouti à la rupture avec la bureaucratie chinoise et elle a précipité la crise de l'appareil en Chine. Pour résister à la pression conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin l'aile de la bureaucratie chinoise que représente Mao Tsé Toung doit faire appel à une mobilisation contrôlée et déformée des masses contre l'aile capitulante liée à la bureaucratie du Kremlin et pro-bourgeoise. La « Révolution culturelle » introduit les premières manifestations annonciatrices de la révolution politique en Chine. La lutte contre l'entente avec l'impérialisme au détriment de la Chine qu'engage Mao Tsé Toung recoupe les préoccupations de couches importantes de la bureaucratie du Kremlin. Elles se

rendent compte que la capitulation en Chine devant l'impérialisme, que la pénétration du capitalisme, mettraient en cause à brève échéance les fondations sociales et économiques de l'U.R.S.S., base de leurs privilèges. Elles apprécient à leur juste valeur les « réformes de la planification », qui dans l'immédiat lésent les intérêts de couches importantes de la bureaucratie, et, à terme signifient la décomposition de l'économie planifiée, la destruction du monopole d'état du commerce extérieur, la pénétration du Capital étranger, à l'exemple de ce qui se passe en Yougoslavie.

La remise en cause de l'hégémonie du Kremlin par Mao Tsé Toung et l'aile de la bureaucratie chinoise qu'il représente, contribuent à modifier dans le monde entier les rapports entre les masses et l'appareil international du stalinisme, entre les militants du P.C. et la bureaucratie du Kremlin.

Le nouveau contenu de la politique de « coexistence pacifique » a déchaîné les forces centrifuges dans les pays de l'Europe de l'Est dont la Roumanie fournit le meilleur exemple mais qui agissent aussi bien en R.D.A., en Hongrie, en Pologne, qu'en Tchécoslovaquie, chaque bureaucratie cherchant à faire directement sa jonction avec l'impérialisme.

Les « théories » sur « les voies pacifiques et parlementaires vers le socialisme », empruntant dans chaque pays « la voie nationale » qui lui est propre, ont renforcé la tendance au sein des partis communistes des pays capitalistes économiquement développés à s'adapter directement à leur propre bourgeoisie, ainsi que le font de plus en plus les P.C. italien et français. Les « thèses » de Souslov dans les pays économiquement arriérés ont liquidé de nombreux P.C. d'Asie, d'Afrique et d'Amérique du Sud, ou sont à l'origine de crises exploitées avec plus ou moins d'efficacité par le Parti Communiste Chinois.

L'intervention militaire en Tchécoslovaquie, solution de désespoir, a accéléré la crise de la bureaucratie du Kremlin.

C'est un événement majeur que les Partis Communistes de l'Europe de l'Ouest se soient tous — sauf

celui du Luxembourg — prononcés contre l'intervention militaire des cinq du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie. Les efforts de la bureaucratie du Kremlin pour tenter de ressouder son appareil international sont détruits. Depuis 1963, le Kremlin s'est efforcé de réunir une conférence des P.C. à Moscou. La pré-conférence de Budapest s'était résignée à la non-participation des P.C. de Roumanie, du Vietnam, de Cuba. A Budapest, il avait été décidé que la conférence des P.C. aurait lieu en novembre à Moscou. La bureaucratie du Kremlin attachait une grande importance à cette conférence. Elle lui était nécessaire pour affirmer face au P.C.C. et contre lui, et face aux tendances centrifuges des P.C. de l'Europe de l'Ouest, que le centre du « mouvement communiste et ouvrier » mondial se trouvait au Kremlin, que le « critère de l'internationalisme » était la fidélité au Kremlin, qu'il était le seul dépositaire du léninisme, et représentait la continuité avec la révolution d'Octobre, affirmation nécessaire à l'égard des appareils des P.C. et de leurs militants, mais aussi vis-à-vis du prolétariat mondial. Elle était indispensable au renforcement de son contrôle sur des secteurs décisifs du prolétariat mondial dont dépend sa puissance politique. Tous ces efforts sont détruits. La dislocation de l'appareil international du stalinisme est précipitée.

Si les prises de position des P.C. de l'Europe de l'Ouest proviennent en grande partie de leur intégration directe plus avancée à la société bourgeoise de leurs pays respectifs, au cours de ces vingt dernières années, elles ont d'autres raisons plus décisives encore. Il est impossible aux appareils des P.C. de justifier aux yeux des militants et de la classe ouvrière, après Budapest, après la rupture avec la Chine, l'intervention militaire en Tchécoslovaquie. Leur politique d'adaptation à la bourgeoisie et aux exigences du régime capitaliste pourrissant met en cause toutes les conquêtes ouvrières. Parmi la masse des travailleurs, dans les syndicats que contrôlent les P.C., parmi les militants des P.C., se développent des oppositions de plus en plus vives. L'approbation de l'intervention militaire en Tchécoslovaquie par les appareils des P.C. brisait ces partis. Après la trahison de la grève générale en France, l'approbation par la direction du P.C.F. de l'intervention du Kremlin signifiait l'éclatement du P.C.F. Mais cette décision n'a pu être prise avec un tel ensemble par les P.C. de l'Europe de l'Ouest qu'autant qu'elle recoupe les divisions internes du Kremlin, comme le prouvent les déclarations de Dolorès Ibaruri, agent docile de la direction du P.C.U.S. et réfugiée en U.R.S.S. depuis trente ans.

L'impasse de la bureaucratie du Kremlin

L'impérialisme, bien qu'il comprenne et approuve une partie de l'appareil du Kremlin, et toute une partie de l'équipe dirigeante du Kremlin, sont inquiets des conséquences de l'intervention militaire en Tchécoslovaquie. Il n'est pas sûr qu'elle suffise à écraser la révolution politique. A ce jour, les forces du prolétariat tchécoslovaque restent intactes, prêtes à se manifester à la première ouverture et à engager la lutte.

En Allemagne de l'Est, en Pologne, en Hongrie, des manifestations de solidarité avec le peuple et la classe ouvrière tchécoslovaques se sont produites. Les troupes d'occupation sont peu sûres. Leur rotation rapide est indispensable pour empêcher leur « contamination ». Elles ne peuvent stationner longtemps ainsi au contact de la classe ouvrière et du peuple tchécoslovaques. En U.R.S.S., la manifestation courageuse, dirigée par Pavel Litvinov et Larissa Daniel, a une importance incomparablement plus grande que le nombre de manifestants qu'elle a réunis. Elle révèle au grand jour une profonde opposition à l'intervention militaire qui recoupe l'opposition à la bureaucratie de l'U.R.S.S. Un coup a été porté à l'appareil du P.C. Roumain qui jusqu'alors n'était pas ébranlé. Le prolétariat roumain ne peut que suivre avec un mélange d'anxiété et d'espoir la résistance du prolétariat tchécoslovaque et s'en inspirer contre la bureaucratie de son pays. Malgré les appels au calme de Tito, la classe ouvrière yougoslave a manifesté sa solidarité au prolétariat tchécoslovaque, notamment au cours d'une puissante manifestation à Belgrade, imposée par 300.000 travailleurs.

Si la bureaucratie du Kremlin n'est pas capable de maîtriser rapidement la situation en Tchécoslovaquie, à des rythmes qu'il est impossible de prédire, le feu qui couve embrasera l'Europe de l'Est. L'intervention militaire se retournerait alors contre les bureaucraties satellites et la bureaucratie du Kremlin. Les sentiments humanitaires n'embarrassent pas les maîtres du Kremlin. Mais ils hésitent visiblement. Pour maîtriser le peuple et la classe ouvrière tchécoslovaques il faut briser leur résistance par une répression sanglante. L'occupation militaire a déjà porté un coup irréparable à l'appareil international du stalinisme. Une répression sanglante par les armées du pacte de Varsovie le disloquerait.

Les rapports politiques entre le prolétariat mondial et la bureaucratie du Kremlin, entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin se modifieraient qualitativement. La bureaucratie du Kremlin éclaterait en ses composantes. Une aile deviendrait l'agent immédiat, ouvert et direct de la restauration capitaliste, et devrait engager le combat contre le prolétariat de l'U.R.S.S. dont l'existence physique dépend des rapports sociaux et économique nés de la révolution d'Octobre, contre les autres couches de la bureaucratie attachées aux conquêtes d'Octobre.

Déjà l'écrasement par les troupes de la bureaucratie du Kremlin de la révolution des conseils ouvriers hongrois marqua une étape importante vers une subordination plus étroite de la bureaucratie du Kremlin aux exigences de l'impérialisme vers une politique s'appuyant de plus en plus sur les forces sociales pro-bourgeoises en U.R.S.S. et dans les pays de l'Europe de l'Est. « Les rapports sociaux de l'U.R.S.S. vivent dans la conscience des masses », écrivait L. Trotsky, et il expliquait que seul l'attachement des masses à ces rapports sociaux avait empêché la renaissance, à laquelle aspirent des couches entières de la bureaucratie, des rapports sociaux bourgeois. La répression sanglante du prolétariat tchécoslovaque ouvrirait une période de véritable guerre civile en U.R.S.S. et en Europe de l'Est. La vérification de ce qui pouvait apparaître comme une simple affirmation s'est effectuée pendant la deuxième guerre mondiale. L'héroïsme du prolétariat russe, des ouvriers et des

paysans, n'a rien à voir avec une quelconque mystique : les usines et les kolkhoz conditionnent leur existence. La pénétration du Capital, la destruction de la planification, du monopole du commerce extérieur, signifieraient que les forces productives de l'U.R.S.S. et des pays de l'Europe de l'Est seraient détruites en grande partie, qu'il ne subsisterait que celles qui sont complémentaires à l'économie capitaliste.

Les « réformes de la planification » n'ont pas modifié qualitativement l'économie de l'U.R.S.S., elles vont seulement dans le sens d'une adaptation au marché mondial et vers la réintroduction des normes de production bourgeoises. Elles suffisent cependant pour que des centaines d'usines ferment leurs portes, pour que des centaines de milliers, sinon de millions de travailleurs perdent la sécurité de l'emploi et de la qualification, soient menacés d'être transformés en chômeurs perpétuels. Elles suffisent pour que l'enseignement soit réformé, et que des milliers et des milliers d'étudiants soient rejetés des Universités et des écoles, ne trouvent pas d'emplois. Ces phénomènes sont particulièrement visibles dans les pays de l'Europe de l'Est et ils expliquent la combativité de la jeunesse particulièrement frappée.

L'économie n'est pas une sorte de technique abstraite, ainsi que le laisse croire l'illustre funambule fournisseur de « théories » sur commande aux tendances petites-bourgeoises à la recherche d'une teinture marxiste, le marxologue Ernest Mandel. Ainsi que le disait Marx : « les catégories économiques sont l'expression théorique des rapports sociaux dans la production ». L'écrasement sanglant de la classe ouvrière tchécoslovaque déplacerait l'axe politique autour duquel se meut la bureaucratie du Kremlin et serait le premier acte de la guerre civile qu'elle devrait entreprendre comme agent direct et immédiat de la restauration capitaliste contre le prolétariat de l'U.R.S.S. et des pays de l'Europe de l'Est.

La « réprobation » par les P.C. de l'Europe de l'Ouest de l'intervention militaire en Tchécoslovaquie entaille profondément le lien historique et politique qui unit les P.C. à la bureaucratie du Kremlin. La solidité des P.C. et de leurs appareils provenait de ce lien. La capacité des appareils à contrôler les militants des P.C. et des secteurs décisifs de la classe ouvrière mondiale résultait de l'identification entre la révolution d'Octobre et la bureaucratie du Kremlin présentée comme la continuatrice d'Octobre, la dépositaire des intérêts de la classe ouvrière internationale, la dirigeante de la lutte pour le socialisme. Quoi qu'il arrive, en désapprouvant et en condamnant l'intervention militaire, les directions des P.C. ont sapé cette mystification. Inéluctablement un processus de différenciation au sein des P.C., de constitution d'oppositions, diverses d'ailleurs, de désagrégation est irrévocablement engagé. La répression sanglante l'accélérerait et rendrait impossible de colmater la brèche ouverte. La Fédération Syndicale Mondiale a été elle aussi profondément ébranlée. L. Saillant a refusé d'assister au Congrès des syndicats de la R.D.A. tant que se poursuit l'occupation de la Tchécoslovaquie.

L'intervention militaire en Tchécoslovaquie a visiblement déclenché une crise au Kremlin. La partie n'est pas jouée et la bureaucratie du Kremlin, déchirée par

une crise politique déterminée par toutes les implications qu'avait cette intervention, hésite.

L'implacable logique de la lutte de classes

Le sort du prolétariat tchécoslovaque dépend du prolétariat mondial en même temps qu'il conditionne la lutte de ce dernier. C'est par là qu'il faut apprécier les prises de position de Castro et de son équipe petite bourgeoise ainsi que du gouvernement du Nord-Vietnam et du parti des travailleurs vietnamiens.

La petite bourgeoisie au pouvoir à Cuba, tout comme l'impérialisme, comprend et approuve la répression de la révolution politique par la bureaucratie du Kremlin. Oscillante entre l'impérialisme et la classe ouvrière, elle démontre ainsi de quel côté elle se range finalement, car elle n'ignore pas que la bureaucratie du Kremlin la livrera pieds et poings liés à l'impérialisme à la première occasion en fonction des exigences de sa politique.



Le gouvernement du Nord-Vietnam et le Parti des Travailleurs vietnamiens sont pris au piège de leur politique. Ils ont fondé la lutte contre l'impérialisme américain sur l'unité nationale du peuple entier. Le programme du F.N.L. étend sans limite « l'union nationale » aux couches de la bourgeoisie du Sud-Vietnam à la recherche d'un compromis avec l'impérialisme américain qui garantirait leurs intérêts de classe. Par là même, l'héroïque résistance des ouvriers et paysans du Vietnam est située en dehors de la lutte du prolétariat mondial pour la révolution socialiste internationale. Isoler des luttes du prolétariat mondial sur le plan de classe qui est le sien celle des paysans et ouvriers du Vietnam, c'est s'en remettre à la seule capacité de répondre militairement à l'agression de l'impérialisme américain. Le soutien au F.N.L. dans la

guerre qu'il mène contre l'impérialisme américain est essentiellement un problème *politique* : la mobilisation de la classe ouvrière internationale contre l'ennemi impérialiste ; les aspects militaires de la guerre sont subordonnés à cette tâche révolutionnaire. Soutien inconditionnel de la classe ouvrière internationale à la lutte du Nord-Vietnam et du F.N.L., et en même temps lutte permanente contre le stalinisme, dont la politique d'Ho-Chi-Minh et le programme du F.N.L. constituent une expression mortellement dangereuse pour la lutte du peuple vietnamien. C'est la seule façon de soutenir effectivement la lutte héroïque des ouvriers et des paysans vietnamiens. Seule la bureaucratie du Kremlin peut fournir les armes modernes en quantité nécessaire à de vastes opérations militaires. La prise de position du gouvernement et du Parti des Travailleurs vietnamiens démontre combien cette politique les rend dépendants de Moscou, à qui ils apportent leur caution. La bureaucratie du Kremlin ne fournit pas « gratuitement » des armes. Ainsi qu'elle pratiqua en Espagne, au cours de la guerre civile, la fourniture d'armes, l'envoi de spécialistes sont des moyens qu'elle utilise pour affirmer son contrôle et sa tutelle politique sur le gouvernement du Nord-Vietnam et le Parti des Travailleurs vietnamiens. La politique de l'impérialisme américain à l'égard du Vietnam combine l'intervention militaire à l'utilisation de moyens politiques. Elle se fonde sur la certitude que la bureaucratie du Kremlin sera capable d'imposer à plus ou moins long terme la capitulation aux ouvriers et paysans vietnamiens. L'écrasement par la bureaucratie du Kremlin de la classe ouvrière tchécoslovaque signifierait la défaite des travailleurs au Vietnam. Les déclarations du gouvernement de la R.D.V.N. et du Parti des Travailleurs vietnamiens isolent plus encore les ouvriers et paysans du Vietnam de la classe ouvrière internationale et renforcent l'impérialisme américain. Ils tendent ainsi à affaiblir la seule force qui puisse aider les travailleurs vietnamiens.

Solidarité effective avec le peuple et la classe ouvrière tchécoslovaques

La solidarité effective du prolétariat mondial avec le prolétariat tchécoslovaque doit se manifester et elle est capable de faire reculer la bureaucratie du Kremlin. Il ne suffit pas que les organisations syndicales, la F.S.M., condamnent l'intervention militaire de la bureaucratie du Kremlin. Militants des différents partis communistes, vous ne pouvez accepter que vos dirigeants se prononcent d'un côté contre cette intervention et de l'autre se « félicitent » du diktat de Moscou. L'action doit être engagée dans les syndicats pour le retrait inconditionnel des troupes d'occupation de Tchécoslovaquie, le respect des revendications formulées par le 14^e Congrès du Parti Communiste Tchécoslovaque. Un Congrès extraordinaire de la F.S.M. doit être convoqué qui exigera le retrait des troupes d'occupation et organisera la lutte internationale pour l'imposer.

De même il faut exiger que soient libérés des geôles de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites ceux qui, courageusement, comme Pavel

Litvinov et Larissa Daniel, ont organisé des manifestations de solidarité en U.R.S.S. et ailleurs au peuple et à la classe ouvrière tchécoslovaques.

Un combat indissociable

Ce combat fait partie de la vaste lutte pour le socialisme. Il n'y a pas de place dans le monde pour deux systèmes sociaux et économiques différents. L'acquis du mode de production capitaliste consiste en ce qu'il a développé à un très haut niveau les forces productives en constituant une économie mondiale, le marché mondial, la division internationale du travail. Sa faillite provient de ce qu'il est prisonnier des vieilles enveloppes, des vieux rapports sociaux, dans lesquels se sont développées les forces productives. La révolution prolétarienne et le socialisme sont les réponses du prolétariat mondial à la crise du mode de production capitaliste, à l'impérialisme, à la décadence de la société bourgeoise qui en résulte. Mais, pour s'édifier, le socialisme doit englober et dépasser les acquis du mode de production capitaliste en supprimant les vieilles enveloppes et les rapports sociaux qui entravent la croissance des forces productives. En expropriant la bourgeoisie de la possession des principaux moyens de production, il supprime les rapports de production bourgeois, qui font du travailleur un simple vendeur de sa force de travail. Aux yeux aveugles du marché, il substitue la direction consciente de l'économie par les producteurs. A la division internationale du travail, aux rapports inégaux et antagonistes, tels que les engendre le capitalisme, il substitue une économie mondiale reposant sur la coopération consciente et organisée.

La théorie de la « construction du socialisme dans un seul pays », la gestion bureaucratique de la planification, sont le fait de bureaucraties parasitaires opposées à la révolution prolétarienne mondiale dont la révolution russe fut le premier pas. Elles conduisent à soutenir partout dans le monde l'impérialisme contre le prolétariat, elles aboutissent à la répression la plus brutale contre les prolétariats de l'U.R.S.S. et des pays de l'Europe de l'Est et à la destruction des conquêtes révolutionnaires d'Octobre. Elles prolongent l'agonie mortelle du capitalisme incapable de développer plus avant les forces productives. Elles permettent qu'il engendre sur une échelle toujours plus vaste des destructions massives de forces productives, qu'il engendre la décadence, la barbarie, à l'échelle de la planète, U.R.S.S. et pays de l'Est compris.

Le socialisme, parce qu'il donnera un prodigieux nouvel essor aux forces productives est la forme sociale qui conditionne tout nouveau développement de la civilisation, qui fera disparaître les antagonismes sociaux et nationaux, la division entre travail manuel et intellectuel, et, avec la nécessité de réprimer, tout organe de répression.

Mais la réalisation du socialisme exige que les travailleurs prennent le pouvoir aussi bien dans les pays capitalistes, et y transforment la structure sociale, que dans les pays où les moyens de production sont collectivisés mais où la bureaucratie du Kremlin et

les bureaucraties satellites les ont chassés du pouvoir politique et de la gestion de l'économie. La grève générale en France, l'héroïque combat des ouvriers et des paysans du Vietnam, la révolution politique qui se développait en Tchécoslovaquie, sont divers aspects d'une même lutte de la classe ouvrière mondiale pour le socialisme.

Il manque aux travailleurs de chaque pays et au prolétariat mondial un programme et une organisation qui dirigent leurs combats et les unifient. Le développement de la révolution politique en Tchécoslovaquie et l'intervention contre-révolutionnaire du Kremlin, la grève générale en France, la lutte héroïque des ouvriers et paysans vietnamiens, confirment entièrement le programme de la IV^e Internationale fondée par Léon Trotsky.



La fonction politique des renégats à la IV^e Internationale

La faillite des renégats à la IV^e Internationale et les responsabilités criminelles qu'ils ont prises en tentant de démanteler la IV^e Internationale apparaissent de plus en plus clairement.

Il y a quelques années, ils exaltaient la « libéralisation » de la bureaucratie du Kremlin et son auto-réforme, théorie-chère à Isaac Deutscher, et que reprenaient les Pablo, les Germain-Mandel, les Frank et les Hansen. En 1956, ils soutenaient le « libéral » et « sage » Gomułka qui selon eux avait évité les « exagérations et les imprudences » qu'Imre Nagy n'avait pas su faire éviter à la révolution hongroise. Au nom du « réalisme politique », ils demandaient à la bureaucratie du Kremlin de convoquer, au lendemain de la rupture avec la bureaucratie chinoise, un congrès du

« mouvement communiste mondial » afin de régler les divergences et d'assurer son unité, congrès auquel ils demandaient à participer « au nom de la IV^e Internationale ». Mandel, l'expert en « théories » de tous genres, pratiquait son art aussi bien à propos du « néo-capitalisme » que des « réformes de la planification ». Le capitalisme, devenu « néo » pour l'occasion, était parvenu à se stabiliser, il restait à le transformer définitivement par des « réformes de structure ». Les « réformes de la planification » sont le résultat de la lutte de « deux principes », le marché et le plan. Les forces sociales n'entrent pas en jeu, simplement « le système stalinien était lourd, peu maniable, et au fond irréaliste ». Une des raisons de la « réforme économique » était que l'U.R.S.S. risquait « de rater le coche de la III^e révolution industrielle ». Les « théories » de cet éminent guide théorique des renégats à la IV^e Internationale nous ramènent aux conceptions petites-bourgeoises de la « civilisation technicienne » et de ses « problèmes ». Aussi bien Pierre Frank, lui et leurs amis, plaident-ils pour un « programme de transition new look », qui tient compte « de l'élévation du niveau de vie des masses », « du plein emploi », etc., somme toute de la « civilisation des loisirs ».

Ainsi armés de pied en cap, affirmaient-ils que « l'épicentre » de la révolution mondiale se situait dans les pays économiquement arriérés. Quelques mois à peine avant la grève générale en France et la montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie, Mandel, voulant justifier leur bloc infâme avec les gaullistes au sein du mouvement pour le « milliard au Vietnam » et leur collusion avec l'appareil stalinien au cours d'une manifestation à Berlin, écrivait, au moment où les étudiants polonais engageaient la lutte, qu'il n'existait pas de situation révolutionnaire dans les pays capitalistes avancés et naturellement encore moins dans les pays de l'Europe de l'Est et en U.R.S.S. Du même coup, ils chargeaient les travailleurs du Vietnam d'écraser militairement l'impérialisme américain, aux cris de « F.N.L. VAINCRA ». Ils condamnaient la Chine pour ne pas réaliser avec le Kremlin « l'unité du mouvement communiste » dans le soutien au F.N.L. Ils en arrivaient à voir dans la direction du F.N.L. et dans l'équipe petite-bourgeoise de Castro, même si, à l'occasion, ils emprisonnent et massacrent un peu ceux qui se réclament du trotskysme, les continuateurs du bolchevisme. Leur admiration allait surtout à Castro et à son parti qui, estimaient-ils, avait enrichi le marxisme et ajouté de nouveaux enseignements à ceux de Lénine et Trotsky. Ce qui n'est nullement en contradiction avec le fait que Pierre Frank salua pompeusement à une des tribunes de la Sorbonne : « la Sorbonne, premier territoire libre de la République Socialiste de France » !

Tout cela se tient et est parfaitement cohérent : ayant capitulé sous la pression de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, les renégats à la IV^e Internationale se font les hérauts de la petite-bourgeoisie affolée et « théorisent » ses phantasmes. La fonction politique qui est désormais la leur est de faire obstacle à la reconstruction de la IV^e Internationale en usurpant le nom.

La lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale

La solidarité prolétarienne internationale est l'expression élémentaire de l'unité mondiale de la lutte de classes, de l'unité de la lutte pour le socialisme. Le Comité International de la IV^e Internationale en appelant au soutien inconditionnel au peuple et à la classe ouvrière tchécoslovaques, combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale, dont il a pris à charge d'assurer la continuité. Aux jours les plus sombres de la montée du stalinisme et de son apogée, malgré les crimes, les assassinats, par milliers et milliers, de militants trotskystes et de Trotsky lui-même, malgré les vicissitudes, et au travers des crises mêmes de la IV^e Internationale, l'héritage théorique et politique de la révolution russe et de la III^e Internationale, enrichi des enseignements de la lutte contre le stalinisme sont restés vivants. Ce ne fut possible qu'en raison du combat de l'opposition de gauche, de celui de Léon Trotsky, pour fonder la IV^e Internationale, de la lutte du Comité International contre les liquidateurs pablistes. Ces enseignements sont condensés dans le programme de la IV^e Internationale. Désormais, la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin fusionne les processus de la révolution sociale et de la révolution politique : la lutte pour le pouvoir des travailleurs. Mais ainsi que le précise le Programme de Transition : « La crise de l'humanité est la crise de la direction révolutionnaire. » La lutte pour le pouvoir des travailleurs, pour le socialisme, ne peut aboutir que si elle est un processus conscient, donc organisé. Elle exige la reconstruction de la IV^e Internationale et la construction de ses partis, tant dans les pays dominés par l'impérialisme, qu'en U.R.S.S., en Europe de l'Est, qu'en Chine. Aux militants, aux travailleurs, au prolétariat, qui se heurtent désormais directement au stalinisme et à son appareil international, ainsi qu'à la social-démocratie, il faut : un programme, un drapeau, une organisation. Ce sont ceux de la IV^e Internationale.

Mais ils ne reconnaîtront que ce programme, ce drapeau, cette organisation, ne sont les leurs qu'autant que les organisations qui constituent le Comité International sauront les mener au combat.

Pour la défense de toutes les conquêtes de la classe ouvrière !

Pour l'égalité totale entre les peuples slovaque et tchèque dans la République Socialiste Fédérale des peuples slovaque et tchèque.

Pour le soutien inconditionnel du peuple et de la classe ouvrière tchécoslovaques, le retrait des troupes d'occupation.

Pour la libération des victimes de la répression stalinienne en U.R.S.S. et dans les pays de l'Europe de l'Est.

Pour le soutien inconditionnel aux ouvriers et paysans vietnamiens et la défaite de l'impérialisme américain.

Pour l'unité de front du prolétariat de chaque pays et du prolétariat international contre la bourgeoisie d'un côté et la bureaucratie du Kremlin de l'autre.

Pour le pouvoir politique de la classe ouvrière partout.

Pour la réalisation des Etats-Unis Socialistes d'Europe.

Pour le socialisme dans le monde.

La classe ouvrière tchèque entre une fois de plus sur la scène de l'histoire, et cette fois, comme partie intégrante de la classe ouvrière internationale qui passe à l'offensive en France et en Angleterre par exemple. Cette offensive de la classe ouvrière coïncide avec la nécessité qui s'impose aux capitalistes de détruire toutes les conquêtes passées et les organisations du prolétariat. Mais elle coïncide aussi, inévitablement, avec la crise aiguë du stalinisme, dont l'intervention en Tchécoslovaquie est une composante. Dans ces conditions, des partis révolutionnaires de la IV^e Internationale, doivent et peuvent être construits partout, dans chaque pays, sur le programme du Comité International. Seul un tel parti peut assumer la tâche de garantir l'indépendance politique de la classe ouvrière, par l'intermédiaire des conseils ouvriers, en Tchécoslovaquie. Seul un tel parti et non les compromis d'une section de la bureaucratie répondra aux besoins des travailleurs tchèques. En Tchécoslovaquie, comme partout ailleurs, le Comité International de la IV^e Internationale assumera cette tâche, et il appelle les travailleurs avancés à se joindre à lui pour engager la construction de ces partis révolutionnaires dans chaque pays, pour reconstruire la IV^e Internationale, pour détruire le stalinisme et assurer la victoire de la révolution socialiste mondiale dont la révolution politique en Europe de l'Est et en U.R.S.S. est une partie intégrante.

*Le Comité International
de la IV^e Internationale.*

Londres, le 21 octobre 1968.

LA VÉRITÉ

Rédaction et Administration :

39, rue du Faubourg-du-Temple - PARIS (10^e)

Chaque numéro : 3 Francs

Abonnements :

Un an (5 numéros) : 12 F - Etranger : 14 F

Abonnements de soutien : 15 et 20 F

C.C.P. : Gérard Bloch - Paris 606-23

